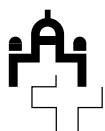


Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Cussegl naziunal



Wintersession
6. Tagung
der 48. Amtsdauer

Session d'hiver
6^e session
de la 48^e législature

Sessione invernale
6^a sessione
della 48^a legislatura

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung

Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale

2008

Wintersession

Session d'hiver

Sessione invernale

Ch. 2*Proposition de la commission**Titre*

Coordination du chiffre 19 de l'annexe 1 avec la loi du 13 juin 2008 sur la responsabilité civile en matière nucléaire

Texte

Quel que soit l'ordre dans lequel le Code de procédure civile et la loi du 13 juin 2008 sur la responsabilité civile en matière nucléaire entrent en vigueur, à l'entrée en vigueur de la seconde de ces lois, ou à leur entrée en vigueur simultanée, le chiffre 19 de l'annexe 1 du Code de procédure civile est sans objet et la loi du 13 juin 2008 est modifiée selon le chiffre 19a de l'annexe 1 du Code de procédure civile.

Angenommen – Adopté

06.461

**Parlamentarische Initiative
Rechsteiner Paul.
Rehabilitierung
der Schweizer
Spanienfreiwilligen
Initiative parlementaire
Rechsteiner Paul.
Réhabilitation des Suisses
engagés volontaires
durant la guerre civile espagnole**

Erstrat – Premier Conseil

Einreichungsdatum 21.09.06
Date de dépôt 21.09.06

Bericht RK-NR 06.11.08 (BBI 2008 9147)
Rapport CAJ-CN 06.11.08 (FF 2008 8207)

Stellungnahme des Bundesrates 26.11.08 (BBI 2008 9161)
Avis du Conseil fédéral 26.11.08 (FF 2008 8221)

Nationalrat/Conseil national 02.12.08 (Erstrat – Premier Conseil)

*Antrag der Mehrheit
Eintreten*

Antrag der Minderheit
(Kaufmann, Geissbühler, Heer, Reimann Lukas, Schwander)
Nichteintreten (= die Initiative abschreiben)

*Proposition de la majorité
Entrer en matière*

Proposition de la minorité
(Kaufmann, Geissbühler, Heer, Reimann Lukas, Schwander)
Ne pas entrer en matière (= classer l'initiative)

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: En juillet 1936, cinq ans après la restauration de la République et juste après les élections qui ont vu triompher le Frente Popular, éclate le conflit entre la République populaire d'Espagne et la Phalange qui, sous le commandement du général Franco, regroupe les ultranationalistes proches des mouvements fascistes européens. Les nationalistes espagnols s'emparent de toute l'Espagne républicaine. La guerre civile espagnole, qui durera jusqu'en 1939, voit la déroute des forces républicaines et la naissance de la plus longue dictature d'Europe.

Ce conflit est un événement crucial de l'histoire européenne du siècle passé. En effet, on assiste à l'intervention des troupes fascistes d'Italie et d'Allemagne en Espagne, et à la non-intervention des démocraties. La Suisse quant à elle fait valoir sa neutralité.

Face à la passivité des démocraties saisies par la peur du communisme et au risque de voir disparaître la République –

qui, malheureusement, se concrétisera –, l'on assiste à un élan de solidarité populaire pour la République, et cela de manière non connue à ce jour. Déjà quelques jours après le soulèvement militaire, des volontaires venant de partout commencent à rejoindre les rangs des républicains espagnols. L'Espagne devient le champ de bataille de la défense de la République contre la dictature, plus encore, le front symbolique de l'engagement pour la liberté. Des milliers de femmes et d'hommes parcourent l'Espagne. Ce sont ainsi 35 000 à 40 000 volontaires qui, de tous pays, rejoignent les rangs républicains.

Parmi ceux-ci, il y a environ 650 citoyennes et citoyens suisses officiellement répertoriés par les historiens, le contingent par pays le plus important. Certains sont déjà sur place parce qu'ils y travaillent; d'autres prennent la route ou le chemin de fer dans des départs spontanés et désordonnés. Ce sont essentiellement des ouvriers, des artisans et des chômeurs. Ils sont originaires des villes – Zurich, Bâle, Genève –, et surtout d'un canton, le Tessin. Ils partent par idéal, mais aussi un peu par aventure vers une Espagne mythique. Ils bravent les menaces qui sont proférées à leur encontre dans leur pays. Entre 20 à 25 pour cent de ces volontaires périssent dans les combats; beaucoup de combattants de la liberté reviennent de cette guerre blessés et désillusionnés. Mais à leur retour au pays, ces hommes et ces femmes trouveront surtout la justice.

Un article du journal «Le Temps», dans son édition du 24 novembre 2001, soulignait ce qui suit: «Peut-être effrayés par l'ampleur du mouvement de sympathie pour l'Espagne 'rouge', les tribunaux nationaux ont la main particulièrement lourde. Alors que dans la plupart des autres pays européens, comme la France, la Belgique ou l'Angleterre, les volontaires de la guerre d'Espagne sont arrêtés temporairement ou simplement interrogés, les ressortissants suisses n'échappent que très rarement à la prison.» Il s'agit de peines d'emprisonnement allant de quinze jours à quatre ans, et cela équivaut à la déchéance des droits civiques dans 60 pour cent des cas qui sont prononcés.

Les historiens ont assez montré que, plus que l'ensemble des caractéristiques de ses volontaires, c'est l'attitude de ses autorités qui distingue la Suisse. On le constate d'une part aux mesures prises pour entraver l'aide à la République espagnole – ainsi, quelques semaines après le déclenchement des hostilités, le Conseil fédéral arrête une interdiction tant de quitter la Suisse pour participer aux hostilités que de les soutenir ou de les favoriser sur le territoire suisse –, d'autre part à la mise en oeuvre de la justice militaire, avec une systématique toute helvétique contre les volontaires qui reviennent au pays.

Les interventions politiques en faveur des volontaires ne datent pas d'hier. La première fut le postulat du 13 décembre 1938 déposé par le conseiller national saint-gallois Otto Huber qui, appuyé par 69 députés et dans l'élan de la campagne de 1938 en faveur des brigadistes, sollicitait un rapport et l'examen de l'octroi d'une amnistie des volontaires. Par la suite, et jusqu'en 1999, diverses interventions parlementaires furent déposées. Toutes, à l'exception du postulat Pini 91.3214, «Réhabilitation des combattants suisses de la guerre d'Espagne», furent rejetées. Toutefois, aujourd'hui, alors que plus de 70 ans se sont écoulés depuis l'engagement des premiers volontaires et qu'une poignée de ces hommes et femmes sont encore vivants, la commission, qui s'est penchée à nouveau sur la question suite à l'initiative parlementaire Rechsteiner Paul, a estimé qu'après la réhabilitation politique et morale, il serait juste de leur accorder la réhabilitation juridique.

Rappelons que la réhabilitation politique et morale des combattants suisses en Espagne par le Conseil fédéral est intervenue le 22 mai 1996 lors de la réponse à la question ordinaire Grobet 96.1030, «Réhabilitation des combattants suisses de la guerre d'Espagne». L'exécutif y affirmait faire siens les propos tenus par la Madame la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, laquelle, dans une allocution officielle, avait qualifié la lutte des combattants suisses en Espagne contre la dictature fasciste de courageuse, de nécessaire au main-

tien de la démocratie dans la République espagnole, puis avait conclu à la pleine réhabilitation politique et morale de ces volontaires. Rappelons aussi qu'à cette occasion le Conseil fédéral avait étendu aux volontaires suisses en Espagne la gratitude et la reconnaissance qu'il avait exprimées aux Suisses qui s'étaient opposés au nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La réhabilitation juridique que vous propose la commission par le biais de ce projet de loi fédérale sur la réhabilitation des volontaires de la guerre d'Espagne et qui est soumise à votre vote aujourd'hui fait suite à la décision de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 15 novembre 2007 de donner suite à l'initiative parlementaire Rechsteiner Paul et à la décision identique de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats du 15 avril 2008.

C'est par 16 voix contre 6 que la commission a adopté en date du 6 novembre 2008 le projet qu'elle vous soumet et qu'elle a élaboré avec l'appui efficace et rapide du Département fédéral de justice et police. Une minorité vous propose de ne pas entrer en matière.

Pour la commission, la réhabilitation totale passe par une annulation, par l'Assemblée fédérale, des jugements et des décisions rendus par les autorités administratives ou civiles. Cette mesure est justifiée pour les volontaires républicains, car ils se sont engagés au péril de leur vie pour la liberté et la démocratie.

Pour votre commission, le temps est venu de rendre justice à l'engagement désormais historique de ces volontaires, à l'instar de ce qu'ont fait d'autres pays. Le projet de loi ne vise pas seulement les Suisses qui se sont rendus en Espagne et ont combattu, mais aussi celles et ceux qui, depuis la Suisse, ont apporté leur soutien aux volontaires et aux républicains et qui, de ce fait, ont été sanctionnés. Par souci d'égalité, la réhabilitation concerne aussi bien les Suisses que les étrangers; ces étrangers qui ont été sanctionnés en Suisse pour leurs activités et soutiens aux républicains d'Espagne.

Toutefois, la commission tient à souligner un élément important en relation avec le projet de réhabilitation des volontaires suisses en Espagne. Cette proposition de réhabilitation ne vise aucunement à remettre en cause l'article 94 du Code pénal militaire qui interdit de s'engager dans une armée étrangère. Son seul objectif est de faire comprendre que, compte tenu de la place qu'occupe la démocratie dans l'échelle des valeurs de la Suisse, compte tenu aussi de ce que l'histoire nous a appris depuis, le combat pour l'idéal démocratique doit primer sur l'application aveugle de la loi.

La commission a examiné si cette réhabilitation devait s'étendre par égalité de traitement à toutes celles et à tous ceux qui s'étaient engagés contre le fascisme et le nazisme et leurs régimes vassaux. Elle s'est posée plus particulièrement la question des Suisses engagés dans la Résistance française. Elle y a renoncé par 11 voix contre 8.

Une minorité propose d'étendre la réhabilitation à cette catégorie de personnes engagées. Les modalités de la réhabilitation sont celles d'une annulation globale des jugements et des décisions. C'est une procédure plus simple et moins coûteuse que celle mise en oeuvre pour réhabiliter les personnes ayant aidé à fuir les victimes des persécutions nazies.

Cette réhabilitation comprend deux phases. La deuxième phase prévoit une procédure individuelle devant la Commission des grâces de l'Assemblée fédérale. Cette décision a été prise en raison, d'une part, de l'important travail qui découlerait du traitement des 800 démarches qui pourraient être entreprises et, d'autre part, du fait que la liste des volontaires est connue et que la reconnaissance individuelle de l'engagement en qualité de volontaire républicain en Espagne est déjà réalisée.

Enfin, il convient de souligner que la réhabilitation prévue dans cette loi, comme pour les personnes ayant aidé à fuir les victimes des persécutions nazies, n'ouvre aucun droit à des dommages et intérêts, ni à une indemnité pour tort mo-

ral. C'est d'ailleurs quelque chose qui n'a jamais été sollicité par les intéressés.

La majorité de la commission vous invite donc à tourner avec honneur cette page de l'histoire, qui a également marqué la Suisse, en entrant en matière et en adoptant le projet de loi.

Freysinger Oskar (V, VS): Monsieur Sommaruga, vous nous dressez un portrait très romantique des Brigades internationales. Or, savez-vous que George Orwell, auteur très connu, qui a combattu dans leurs rangs, a très vite remarqué que ces gens visaient à l'établissement d'un régime stalinien et que leurs violences étaient tout aussi graves que celles que commettaient les fascistes? Alors voulez-vous réhabiliter des gens qui cherchaient à combattre un régime totalitaire afin de le remplacer par un autre totalitarisme?

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Monsieur Freysinger, je vous renvoie aux livres d'histoire. Ceux-ci montrent que la République avait été rétablie, que des élections avaient été gagnées par le Front populaire espagnol de manière démocratique et que c'est par une décision de quelques individus opposés aux institutions démocratiques, auxquelles – j'imagine – vous êtes vous-même attaché par principe, que le pouvoir légitime choisi par le peuple a été renversé. A partir de là, il y a eu une guerre qui s'est propagée. Cette guerre n'aurait pas eu lieu si les phalangistes qui contestaient les élections étaient restés chez eux et avaient fait de la politique dans le cadre institutionnel républicain.

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Unsere Kommission hat die parlamentarische Initiative Rechsteiner Paul seinerzeit mit 15 zu 6 Stimmen in der ersten Phase unterstützt. Die Kommission des Ständerates tat dies einstimmig. So haben wir nun den vorliegenden Gesetzentwurf zu beurteilen.

Bereits in den Beratungen des Bundesgesetzes über die Aufhebung von Strafurteilen gegen Flüchtlingshelfer zur Zeit des Nationalsozialismus vom 20. Juni 2003 beantragten Minderheiten aus den Kommissionen für Rechtsfragen aus den gleichen Gründen wie heute den Einbezug der Personen, die seinerzeit im Spanischen Bürgerkrieg für die Sache der Republik gekämpft hatten, zudem auch derjenigen, die in der Résistance gekämpft hatten. Beide Räte lehnten damals diese Minderheitsanträge ab. Heute sind wir der Auffassung, dass es richtig und angemessen ist, auf diesen Entscheid zurückzukommen. Im Spanischen Bürgerkrieg kämpften rund 650 Schweizer Bürger auf der Republikanerseite, und schriftlichen Zeugnissen, Briefen und Gerichtsprotokollen zufolge handelten diese Schweizer aus politischer Überzeugung. Das heisst, sie wollten den aufblühenden Faschismus bekämpfen, der in ihren Augen eine Bedrohung des Friedens, der Freiheit und der Demokratie in Europa und in der Schweiz darstellte, eine Beurteilung, die, wie wir heute wissen, ja nicht falsch war. Ein Viertel dieser Freiwilligen ist im Kampf gefallen, der grösste Teil der Überlebenden ist von den Militärgerichten in der Schweiz verurteilt worden.

Heute leben offenbar noch sechs Personen dieser früheren Spanienkämpfer. Sie haben heute von der Interessengemeinschaft Spanienfreiwillige Berichte über zwei Schicksale ausgeteilt erhalten, und zumindest vom zweiten kann man ganz klar sagen, dass der vorhin vom Fragesteller, Herrn Freysinger, geäusserte Verdacht, hierbei handle es sich um ebenfalls totalitär Gesinnte, sicher nicht zutrifft.

Mit dieser Rehabilitierung, das ist uns in der Kommission für Rechtsfragen sehr wichtig, wollen wir in keiner Weise das in Artikel 94 des Militärstrafgesetzes festgehaltene Verbot des fremden Militärdienstes infrage stellen oder neu werten. Es soll heute einzig zum Ausdruck gebracht werden, dass im Lichte unserer demokratischen Grundauffassung und des heutigen geschichtlichen Verständnisses der Kampf für die Demokratie höher zu gewichten ist als die Anwendung dieses betreffenden Artikels. Diese Wertung erfolgt aus heutiger, zeitgemäss-objektiver Sicht, und es ist keine Verurteilung des Verhaltens der damaligen Behörden damit verbunden. Diese haben ihre Urteile im Lichte des geltenden Rech-

tes, der geltenden Praxis und ebenfalls zeitgemäss-objektiv gefällt. Heute ist die Situation eben anders.

Was die Umsetzung der Initiative betrifft, so schlagen wir Ihnen im Gegensatz zum Bundesgesetz von 2003 nicht ein zweistufiges, sondern ein einfacheres einstufiges Verfahren vor. Mit der Rehabilitierung der Spanienfreiwilligen soll direkt mit diesem Erlass eine Anwendung gefunden werden, das heisst, es braucht nicht später noch konkrete, individuelle Feststellungen. Das erfolgt nicht zuletzt auch aus Rücksicht auf das Alter der wenigen heute noch lebenden Freiwilligen. Eine rasche generell-abstrakte Rehabilitierung ist für unsere Kommission von hoher Bedeutung, wollen wir nicht bloss ein Gesetz festlegen und in Kraft treten lassen, das sich dann insofern als toter Buchstabe erweisen würde, als niemand mehr davon profitieren könnte.

Eine Minderheit beantragt, nicht auf den Entwurf einzutreten; das werden Sie nachher noch mündlich dargelegt erhalten. Diese Minderheit ist der Meinung, dass das Verbot des fremden Militärdienstes aus Gründen der Neutralität von höherer Bedeutung sei als die vorhin geschilderten Überlegungen der Mehrheit der Kommission. Eine weitere Minderheit will auch die Résistance-Kämpfer einbeziehen. Ich verzichte darauf, bereits jetzt dazu Stellung zu nehmen. Wir werden Gelegenheit haben, bei den entsprechenden Artikeln darauf einzugehen.

Somit bitte ich Sie erstens, auf das Gesetz einzutreten, und zweitens, der Mehrheit zu folgen.

Segmüller Pius (CEg, LU): Herr Fluri, könnte es nicht sein, dass damit ein Präjudiz geschaffen würde? Ich denke da zum Beispiel an die Legionäre: Wenn man das Ganze in zehn, zwanzig oder dreissig Jahren anschaut, hält man ihre Taten im Krieg dann vielleicht für rechtens und sieht die gute Absicht dahinter.

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Ich nehme an, dass Sie an die Fremdenlegionäre denken. Sie werden im Laufe der Debatte sehen, dass wir zwischen den Spanienkämpfern und den übrigen Kämpfern, die auch zur Diskussion gestanden sind, unterschieden haben. Wir taten dies gerade, um Präjudizien zu verhindern. Wir haben auch eine Grenze gegenüber der Résistance gezogen, damit wir nicht andere Freiwillige, z. B. in Norditalien oder in anderen Konfliktgebieten, ebenfalls rehabilitieren müssen. Es ist nicht primär so, dass wir das nicht tun wollten; vielmehr sind diese Ereignisse historisch zu wenig gesichert, es sind zu wenig individualisierbare Fälle bekannt, und die Motivation bei den Résistance-Kämpfern und anderen Kriegsteilnehmern ist umstrittener als bei den Spanienkämpfern.

Zu den Fremdenlegionären: Wir wissen, dass die Fremdenlegion eine französische Streitmacht ist, und ich glaube nicht, dass wir Gefahr laufen, dass die Fremdenlegionäre, die irgendwo in Asien oder in Afrika zum Einsatz gekommen sind, heute wegen ihrer demokratischen Gesinnung rehabilitiert werden könnten. Diese Leute sind ja aus völlig anderen Motiven in die Legion eingetreten und zogen dann nicht in ein Land ihrer Wahl, um dort für Frankreich Krieg zu führen, sondern sie wurden dorthin gesandt, wohin der französische Staat sie senden wollte. Mit anderen Worten: Es fehlt das individuelle Motiv, aufgrund der demokratischen Gesinnung konkret einem Land zu helfen.

Unter diesem Aspekt befürchten wir nicht, dass wir hier ein Präjudiz schaffen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Der Spanische Bürgerkrieg war eine zentrale Weichenstellung der Geschichte des 20. Jahrhunderts. Rückblickend war der Spanische Bürgerkrieg für Hitler und für Mussolini das Testfeld für die Aggressionskriege, sprich für die Auslösung des Zweiten Weltkrieges und damit für den Zivilisationsbruch der Geschichte schlechthin, der gleichzeitig auch die grösste Bedrohung für die schweizerische Demokratie in ihrer Geschichte und im gesamten 20. Jahrhundert darstellte.

Spanien ist erst 1931 zur Demokratie geworden. Schon fünf Jahre später begannen Teile der Armee unter der Führung

von Franco einen Aufstand gegen die gewählten Institutionen der Republik. Der Bürgerkrieg dauerte bis 1939, führte zu 350 000 Toten, 450 000 Flüchtlingen und zur am längsten dauernden Diktatur, die Europa im 20. Jahrhundert gekannt hat; dies mit bis heute auch in Spanien nicht bewältigten Folgen. Hitler und Mussolini griffen sofort auf der Seite von Franco ein, mit Flugzeugen, Panzern und Soldaten. Mussolini allein entsandte damals 70 000 Soldaten. Hitler schickte Militärexperten und vor allem die Luftwaffe, die berühmte Legion Condor. Wie Goebbels nachher im Nürnberger Kriegsverbrecherprozess wörtlich sagte, haben die Nazis damals in Spanien ausprobiert, was sie nachher im Zweiten Weltkrieg auf breiter Front umgesetzt haben, nämlich flächendeckende Schläge aus der Luft, die gezielte, vollständige Zerstörung von Städten – rein gegen die Zivilbevölkerung gerichtet, ohne jeden konkreten militärischen Zweck, um Angst und Schrecken zu verbreiten. Guernica und Durango sind die Beispiele in Spanien, Coventry jenes für den Zweiten Weltkrieg. Die Nazis haben in Spanien neue Massstäbe gesetzt. Vor allem haben sie ausprobiert, wie weit sie unter Bruch der völkerrechtlichen Regeln gehen konnten, ohne dass der demokratische Westen reagiert hätte.

Die Demokratien reagierten damals nicht oder höchstens verbal. Es gab keine Unterstützung der spanischen Republik. Diese Passivität löste eine ganz gewaltige Solidaritätswelle in den Bevölkerungen der demokratischen Staaten aus. Freiwillige aus fünfzig Ländern versuchten unter Einsatz ihres eigenen Lebens, den Vormarsch der Faschisten zu stoppen. George Orwell war dabei; in «Mein Katalonien» hat er sich anders geäussert, als vorhin zitiert worden ist. Ernest Hemingway war dabei; das berühmte «Wem die Stunde schlägt» stammt aus dieser Zeit. Auch rund 700 Schweizerinnen und Schweizer waren dabei. Sie waren die Ersten, die sich an der Seite von grossen Teilen der spanischen Bevölkerung mit der Waffe in der Hand den Faschisten entgegenstellten. Etwa ein Viertel von ihnen ist im Einsatz für Freiheit und Demokratie gestorben. Und genau das begründet ihre historische Leistung – ungeachtet ihrer sehr unterschiedlichen politischen Auffassungen. Sie erkannten früher als andere, dass man Hitler und Mussolini nicht hätte gewähren lassen dürfen.

Heute, siebzig Jahre später, ist nun der letzte Zeitpunkt, in dem die Spanienfreiwilligen auch in der Schweiz endlich rehabilitiert werden müssen, wenn die letzten Überlebenden das noch selber erleben sollen. Dass dies bis heute nicht geschehen ist, ist eine grosse historische Ungerechtigkeit.

Die Spanienfreiwilligen waren keine Kriminellen, auch wenn sie als das behandelt wurden. Sie haben Ehre für die Schweiz eingelegt. Sie haben Ehre für die Werte der Freiheit und der Demokratie eingelegt und damit auch für die Werte der Schweizer Freiheit und Demokratie, die in ihrer Geschichte nie so bedroht waren wie durch Hitler und Mussolini.

Leider bleibt es etwas schwer verständlich, dass die Kommissionsmehrheit nicht auch die Schweizerinnen und Schweizer in der Résistance rehabilitieren möchte. Es trifft zwar zu, dass das Thema der Résistance historisch schlechter erforscht ist als das Thema der Spanienfreiwilligen. Das müsste aber zur Notwendigkeit führen, dieses Thema historisch besser zu erforschen. Die ethische, die historische Leistung im Kampf gegen die Nazis ist doch letztlich nicht geringer, weil sie erst 1943 und 1944 erfolgte, als die Vernichtung der europäischen Juden beispielsweise schon voll im Gang war. Das ist doch das entscheidende Kriterium. Wenn sie heute mit den Spanienfreiwilligen rehabilitiert würden, was ich Ihnen beantrage, dann würde das auch dazu führen, dass die Rehabilitierung dieser mutigen Menschen nicht in einem späteren Gesetz nachgeholt werden müsste.

Es ist wichtig, dass heute die Rehabilitierung der Spanienkämpferinnen und Spanienkämpfer erfolgt, dass ihnen die Ehre widerfährt, die sie verdient haben; dass diese Urteile endlich aufgehoben werden.

Präsidentin (Bruderer Pascale, erste Vizepräsidentin): Der Antrag der Minderheit Kaufmann auf Nichteintreten wird von Herrn Heer vertreten.

Heer Alfred (V, ZH): Im Namen der Kommissionsminderheit und der SVP-Fraktion stelle ich den Antrag, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Ich bin auch einigermaßen erstaunt über Ihre Geschichtskennntnisse, Herr Rechsteiner. Sie haben vorhin ausgeführt, wie sich Herr Goebbels am Nürnberger Kriegsverbrecherprozess geäußert habe. Bekanntlich hat Goebbels aber bereits vorher Selbstmord begangen; er konnte also am Nürnberger Prozess nicht aussagen. So viel zu den scheinbar fundierten Geschichtskennntnissen, die Sie hier von sich gegeben haben.

Zum materiellen Teil der Vorlage: Die Kommission und der Bundesrat betonen, dass mit der Rehabilitierung der im Spanischen Bürgerkrieg engagierten Schweizer Artikel 94 des Militärstrafgesetzes, das Verbot, in fremden Militärdienst einzutreten, in keiner Art und Weise infrage gestellt werde. Die damaligen Urteile würden sich nicht mit dem heutigen Gerechtigkeitsempfinden decken. So weit diese Ausführungen.

Damit Sie mich nicht missverstehen: Ich rede nicht dem Franco-Regime das Wort. Ich spreche mich aber dafür aus, dass sich ein Schweizer Bürger für die Verteidigung seines Landes, seiner Demokratie und seiner Freiheit einzusetzen hat. Er hat sich nicht in internationalen Brigaden an Kriegshandlungen in fremden Ländern zu beteiligen. Dieses Prinzip galt in den Dreissigerjahren und gilt auch heute noch. Abgesehen davon wollten viele Schweizer Spanienkämpfer nicht für Demokratie kämpfen, sondern für die Installation des Kommunismus in Spanien. Kommunismus hiess damals Stalinismus; Stalinismus hiess schlimmstes Terrorregime, Todeslager, Diktatur, Folter, Zwangsumsiedelungen, Antisemitismus und das Umbringen vieler Millionen Menschen. Die europäische Geschichte hat gezeigt, dass der Kommunismus mit der Demokratie inkompatibel ist. Im Gegensatz zur Demokratie haben Kommunismus und Faschismus etwas gemeinsam: die Installation von Diktaturen.

Seit wann ist es die Aufgabe von Schweizerinnen und Schweizern, sich aktiv in Bürgerkriegen in fremden Ländern zu engagieren? Seit wann ist es für linke Pazifistinnen und Pazifisten in diesem Saale, welche seit Jahrzehnten unsere Armee bekämpfen, ehrenhaft, wenn Schweizerinnen und Schweizer zu den Waffen greifen und in einem Krieg Spanierinnen und Spanier töten? Was hat ein Schweizer, was hat eine Schweizerin in einem Bürgerkrieg in Spanien verloren? Meine Damen und Herren der linken Seite: Wieso kritisieren Sie die USA, wenn diese heute Irak demokratisieren? Dies sind ja die Werte, für welche sich angeblich auch die Spanienkämpfer eingesetzt haben. Wieso sitzt unsere Aussenministerin in Iran an einen Tisch mit einem Volkserverhetzer, welcher die Demokratie und die Menschenrechte mit Füßen tritt? Wo bleibt da der linke Aufschrei? Offensichtlich ist es für Sie in Ordnung, wenn unsere Aussenministerin einem faschistoiden, antisemitischen Präsidenten die Ehre erweist. Wo bleibt da, frage ich vor allem die Damen und Herren der Grünen Partei, Ihr Aufschrei und Ihr Engagement für die Demokratie und für den Kampf gegen den Faschismus und den Antisemitismus, beispielsweise in Iran?

Auch wenn die Vorlage die Strafurteile formell nicht aufhebt, wird mit der Rehabilitierung doch ein Zeichen gesetzt und gesagt, dass Dienste in fremden Armeen oder Söldnertruppen durchaus legitim sein können. Die Schweiz als neutrales Land hat kein Interesse, dass sich ihre Bürger an kriegerischen Auseinandersetzungen im Ausland beteiligen. Zudem war gerade in den schwierigen Dreissigerjahren jeder Mann und jede Frau in der Schweiz zum Aufbau des Wehrwillens gefragt, da bekanntlich der Zweite Weltkrieg vor der Tür stand. Das Verhalten der Spanienfreiwilligen gilt es deshalb auch aus heutiger Sicht und mit heutigem Gerechtigkeitsempfinden zu verurteilen.

Hutter Markus (RL, ZH): Herr Kollege Heer, zunächst meine Interessenbindung: Mein Vater war Spanienfreiwilliger. Er hat in Spanien gekämpft, hat auch seine Erlebnisse in einem Buch dokumentiert.

Ich möchte Sie nun fragen: Kennen Sie einen Spanienfreiwilligen in der Schweiz, der sich, nachdem er in Spanien mit grossem Mut und grossem Engagement, auch unter Einsatz seines Lebens für jene Demokratie und für die Freiheit gekämpft hat, nachher in der Schweiz für den Stalinismus oder für diese totalitäre Ideologie eingesetzt hat? Können Sie mir jemanden nennen, der diese späte politische Ehrung nicht verdient hätte?

Heer Alfred (V, ZH): Selbstverständlich könnte ich Ihnen diese nennen, ich habe eine Liste mit solchen Personen. Die gibt es; die meisten sind gestorben.

Ich gebe zu, vielleicht war Ihr Vater eine Ausnahme, (*Unruhe*) er war sicherlich kein glühender Kommunist. Trotzdem muss ich Ihnen sagen: Auch wenn es Ihr Vater war – es war ein Fehler, dass er als Schweizer Staatsbürger nach Spanien in den Krieg zog. Es war nach schweizerischen Gesetzen verboten. Auch wenn es Ihr Vater war und er das aus hehren Grundsätzen getan hat, hat er sich strafbar gemacht, und das bleibt so. Es gab kein ehrenhaftes Motiv, in diesen Krieg zu ziehen und in diesem fremden Land spanische Menschen umzubringen, weil man dort die Demokratie retten wollte. Ihr Vater hätte sich für die Schweiz einsetzen müssen, für die schweizerischen Interessen, und nicht in Spanien einen Krieg führen sollen, welcher dann noch verloren wurde.

So viel also noch zu diesem Engagement: Es war nicht nur falsch, es war auch noch vergebens.

Lang Josef (G, ZG): Als Historiker, spezialisiert unter anderem auf die Fragen Antisemitismus und Spanischer Bürgerkrieg, zwei vordergründig unterschiedliche Themen, und als Pazifist bin ich herausgefordert durch die unsäglichen Ausführungen des SVP-Sprechers, die auf mindestens einen Teil seiner Partei ein Licht werfen, dessen Farbe ich jetzt nicht benennen will.

1. Keine Gruppe in Europa war unter den Spanienfreiwilligen derart stark vertreten wie die Jüdinnen und Juden. Der europäischen Judenheit war grossmehrheitlich klar – auch rechten Jüdinnen und Juden –, dass sich in Spanien ihr Schicksal entscheidet, das Schicksal der jüdischen Kultur in Europa. Das haben sie geahnt und sind deshalb überdurchschnittlich stark nach Spanien gegangen, um gegen den Faschismus zu kämpfen. Es ist deshalb unsäglich, wenn jetzt ein Votum gegen die Freiwilligen, gegen die jüdischen Freiwilligen, in Verbindung mit gewissen Aussagen eines heutigen Präsidenten von Iran gebracht wird. Der Sieg der Faschisten in Spanien war die Voraussetzung für die Shoah. Das weiss man heute beispielsweise auch in Israel.

2. Ich habe Spanienkämpfer und Spanienkämpferinnen gekannt; diese haben noch Jahrzehnte darunter gelitten, dass sie nicht Militärdienst leisten durften, um notfalls gegen die Nazigefahr zu kämpfen.

3. Mir ist kein Pazifist bekannt – es gibt sie vielleicht, aber mir ist keiner bekannt –, der das Recht, gegen den Faschismus zu kämpfen, notfalls auch mit der Waffe, infrage gestellt hätte.

Zum Schluss noch dies, Göring hat das gesagt, der Luftwaffenchef: Guernica – ich habe meine Dissertation über die Basken geschrieben – war der Anfang von Coventry, Rotterdam, London usw. Wir entscheiden hier auch über diese Spaltung der Zivilisation, die es damals gegeben hat.

Heer Alfred (V, ZH): Wären Sie, wenn Sie damals gelebt hätten, nach Spanien gegangen und hätten mit dem Gewehr in der Hand gegen den Faschismus gekämpft?

Lang Josef (G, ZG): Wenn ich den Mut dazu gehabt hätte: Ja!

Mörgeli Christoph (V, ZH): Die Historiker haben offenbar das Recht, eine persönliche Erklärung abzugeben; dann darf ich das auch. Ich halte hier fest – das ist historisch korrekt –: Die Sowjetunion, die stalinistische, terroristische Sowjetunion war der einzige wichtige internationale Bündnispartner dieser Republik in Spanien. Diese Republik war in vollkommener Abhängigkeit von der UdSSR. Das Militärwesen in diesem Bürgerkrieg war vollständig von den kommunistischen Emissären dominiert und löste eine massive Terrorwelle aus, auch unter diesen Spanienkämpfern – eine absolut autoritäre Führung durch die stalinistische Sowjetunion. Herr Lang, Sie kennen die Mai-Ereignisse in Barcelona. Damals haben die Kommunisten unter diesen Bürgerkriegern ein gewaltiges Blutbad angerichtet. Und was ist passiert? Stalin hat sich plötzlich zurückgezogen, und wir hatten dann den verhängnisvollen Hitler-Stalin-Pakt 1939. Sie können den unglaublichen Einfluss des Kommunismus, des Stalinismus in diesem Bürgerkrieg nicht verleugnen. Es ist genau die gleiche entsetzliche Ideologie, wie sie der Faschismus vertreten hat, mit mindestens so vielen Millionen Toten. Hören Sie auf, auf dem linken Auge blind zu sein!

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich bin nicht Historikerin, ich bin nur Juristin und beurteile diese Frage aus der Optik der Juristerei. Ich sage Ihnen: Unterstützen Sie diesen Entwurf der Kommission für Rechtsfragen. Er ist rechtlich richtig, er ist unter demokratischen Gesichtspunkten richtig, und er ist auch unter freiheitlichen Gesichtspunkten richtig. Der Bundesrat stimmt diesem Gesetzentwurf zu, der vorsieht, dass Personen, die sich auf der republikanischen Seite im Spanischen Bürgerkrieg engagiert haben, rehabilitiert werden sollen.

Was sind unsere Überlegungen? Es ist nicht an uns, über die verhängten Sanktionen zu urteilen. Die damaligen Gerichte und Verwaltungsbehörden haben – daran ist nicht zu zweifeln – rechtmässig gehandelt. Sie stehen denn auch hier in keiner Art und Weise in der Kritik. Indessen teilt der Bundesrat die Ansicht der Kommissionsmehrheit, wonach der damalige Kampf für Demokratie und Freiheit – und das war ein Kampf für Demokratie und Freiheit – in Berücksichtigung unserer heutigen demokratischen Grundauffassung und auch des geschichtlichen Verständnisses jener Zeit Anerkennung verdient.

Der Bundesrat hält diese Vorlage für verhältnismässig. Die Rehabilitation erfolgt unmittelbar auf das Inkrafttreten des Gesetzes – in generell-abstrakter Form. Gesuche für eine individuell-konkrete Rehabilitation, wie sie das Bundesgesetz über die Aufhebung von Strafurteilen gegen Flüchtlingshelfer zur Zeit des Nationalsozialismus vom 20. Juni 2003 vorsieht, sind nicht vorgesehen. Damit lässt sich die Rehabilitation auch rasch und ohne grossen Aufwand umsetzen. Wie Sie wissen, leben noch sechs Personen von diesen ehemaligen Freiwilligen im Spanischen Bürgerkrieg. Es werden – wie schon gemäss dem erwähnten Gesetz vom 20. Juni 2003 – keine finanziellen Entschädigungen entrichtet.

Der Bundesrat ist wie die Kommission der Ansicht, dass auf einen Einbezug der Unterstützerinnen und Unterstützer der französischen Résistance verzichtet werden sollte; dies ebenfalls mit der Begründung, wie sie der Sprecher der Kommission bereits dargestellt hat. Es besteht hier ein unterschiedlicher Stand in der geschichtlichen Forschung, und dem soll auch bei diesem Antrag Rechnung getragen werden.

Präsidentin (Bruderer Pascale, erste Vizepräsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Kaufmann ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.461/1411)

Für Eintreten ... 123 Stimmen

Dagegen ... 23 Stimmen

Bundesgesetz über die Rehabilitation der Freiwilligen im Spanischen Bürgerkrieg **Loi fédérale sur la réhabilitation des volontaires de la guerre civile d'Espagne**

Detaillberatung – Discussion par article

Titel, Art. 1, 2

Antrag der Kommission: BBI

Titre, art. 1, 2

Proposition de la commission: FF

Präsidentin (Bruderer Pascale, erste Vizepräsidentin): Hier liegen drei Minderheitsanträge Vischer vor.

Vischer Daniel (G, ZH): Eine Vorbemerkung: Warum war die Spanische Republik einsam und wurde nur von der Sowjetunion unterstützt? Weil die demokratischen Staaten England und Frankreich, vor allem die französische Volksfrontregierung, die Spanische Republik nicht unterstützt haben, obwohl sie eigentlich dazu verpflichtet gewesen wären. Sie haben sie fallen gelassen. Das war eine tragische Konsequenz für den Spanischen Bürgerkrieg, aber auch für das, was folgte. Daran knüpfte übrigens die Situation in Frankreich nach dem Einmarsch Hitlers an, in Pétain-Frankreich. Es gab auch Schweizer, die in Frankreich in der Résistance kämpften. Dieser Kampf war ein analoger Kampf zu jenem der Spanienfreiwilligen. Richtigerweise hat Paul Rechsteiner in seiner Initiative für die Rehabilitation die Spanien- und die Résistance-Kämpfer vereint hineingenommen. Ich beantrage Ihnen, hier nicht der Mehrheit zu folgen, die das wieder fallen gelassen hat und sich nur auf die Spanienkämpfer konzentriert, sondern weiterhin auch die französische Résistance mit einzubeziehen.

Das Hauptargument war eigentlich, dass es praktisch keine Fälle gebe. Das ist falsch; es gibt Fälle. Es gibt aber natürlich ein Problem: Diese Fälle sind gar nicht bekannt; sie sind historisch nicht aufgearbeitet. Das wiederum zeigt, wie wichtig es ist, dass sie in dieses Gesetz kommen. Dieses Gesetz fördert natürlich auch die historische Aufarbeitung. Es wird dazu beitragen, dass weitere Fälle bekanntwerden, dass weitere Menschen, die aus unserer heutigen Sicht zu Unrecht strafrechtlich belangt worden sind, rehabilitiert werden können. In diesem Sinne bilden die Résistance-Kämpfer und die Spanienfreiwilligen eine Einheit, und es wäre schade, hier dem Antrag der Kommissionsmehrheit zu folgen und dies nicht heute in einem einheitlichen Gesetz zu regeln.

Ich bin froh, dass der Bundesrat so rasch gehandelt hat. Das war wirklich eine Aktion, in der der Bundesrat ein klares Bekenntnis dazu abgegeben hat, wie er die Wichtigkeit dieser Kämpfe aus heutiger Sicht beurteilt. Es zeigt, dass auch er der Ansicht ist, dass dies ein entscheidender Kampf gegen den Faschismus war, das schlimmste Regime des 20. Jahrhunderts. Ich bin auch froh, dass der Bundesrat schnell gehandelt hat. Damit ermöglicht er es den beiden Räten, nun eine Vorlage auszuarbeiten, in deren Genuss hoffentlich möglichst viele heute noch lebende Betroffene kommen können.

In diesem Sinne ist dies nur schon durch das Eintreten eine historische Stunde dieses Parlamentes, und ich denke, es wäre schön, wenn dies mit der Hineinnahme der Résistance vervollständigt werden könnte.

Fehr Hans (V, ZH): Herr Vischer, ich möchte Ihnen ja nicht zu nahe treten, aber sind Sie der richtige Mann, um diese Zusammenhänge, namentlich mit Blick auf den Sowjetkommunismus, abschliessend zu beurteilen – Sie, der die Leute der Charta 77 seinerzeit als Konterrevolutionäre verurteilt hat?

Vischer Daniel (G, ZH): Diese Frage können Sie schon stellen. Aber erstens habe ich das nicht gesagt. Sie müssen mir schon die Quelle zeigen. Wenn die «Weltwoche» falsche